

**Interreg**



Kofinanziert von  
der Europäischen Union  
Cofinancé par  
l'Union Européenne

**Oberrhein | Rhin Supérieur**

# Rhenus et Resilire (R&R)

Rapport des *focus groups* avec la société civile

Novembre 2025

## **Contributeurs**

*Par ordre alphabétique :*

Bernhard Michèle (Hochschule Kehl)  
Bischoff Luc (Université de Strasbourg)  
Bollinger Sophie (Université de Strasbourg)  
Burger-Helmchen Thierry (Université de Strasbourg)  
Djuricic Ksenija (Hochschule Kehl)  
Drewello Hansjörg (Hochschule Kehl)  
Eisenbarth Markus (Hochschule Kehl)  
Fischer Jürgen (Hochschule Kehl)  
Gnamm Mats-Benjamin (Hochschule Kehl)  
Kiesel Britta (Hochschule Kehl)  
Martins Nourry Lise (Université de Strasbourg)  
Payen Marion (Université de Strasbourg)  
Raffin Didier (Hochschule Kehl & Université de Strasbourg)  
Rondé Patrick (Université de Strasbourg)  
Schaeffer Véronique (Université de Strasbourg)  
Seker Merdan (Hochschule Kehl)  
Yorulmaz Merve (Hochschule Kehl & Université de Strasbourg)

## **Sous la direction de :**

Muller Emmanuel (Hochschule Kehl & Université de Strasbourg)  
Neukam Marion (Université de Strasbourg)

# Table des matières

<b>Résumé</b>	<b>3</b>
<b>1. Introduction</b>	<b>4</b>
<b>2. Méthodologie</b>	<b>5</b>
<b>3. Comparaison avec les résultats du workshop avec les municipalités</b>	<b>8</b>
Communication	8
Soins médicaux	10
Sécurité alimentaire	12
Logistique	14
Maintien de l'ordre et cohésion sociale	15
<b>4. Résumé et perspectives</b>	<b>17</b>

# Résumé

Ce rapport conclut la phase « Analyse approfondie » du projet Interreg Rhenus & Resilire (R&R). Cette phase s'articule autour d'une série d'ateliers et de *focus groups* conçus pour renforcer la résilience des territoires face aux crises, en associant les municipalités pilotes et la société civile des deux côtés du Rhin.

Organisés entre juin et novembre 2025, les *focus groups* présentés dans ce rapport visaient à penser des plans de crise plus adaptés aux spécificités locales de la région du Rhin Supérieur. En s'appuyant sur les conséquences les plus probables et impactantes identifiées lors du Workshop n°2, chacun des *focus groups* a regroupé une dizaine de participants représentants de la société civile.

La méthodologie employée, commune à tous les ateliers (en l'occurrence les workshops avec les municipalités pilotes et les deux *focus groups* avec la société civile), a permis d'assurer une comparabilité des résultats.

Les contributions croisées des municipalités pilotes et des sociétés civiles française et allemande ont révélé une complémentarité essentielle : les citoyens apportent des solutions pratiques et innovantes (réseaux de voisinage, outils low-tech, etc.), tandis que les institutions offrent une vision structurée et opérationnelle. L'alliance de ces approches, adaptées aux spécificités locales et transfrontalières, apparaît comme un levier clé pour renforcer la résilience des territoires.

Ce rapport détaille la méthodologie appliquée, les résultats obtenus, et les pistes d'actions pour une gestion de crise intégrée, combinant ancrage territorial, ingéniosité citoyenne et coopération transfrontalière.

# 1. Introduction

Dans ce rapport, les formulations suivantes sont utilisées :

- Le terme « municipalités » désigne les communes pilotes impliquées dans le projet R&R ;
- Le terme « société civile française » renvoie à un groupe d'une dizaine de participants, issus de divers horizons professionnels et résidant dans la région strasbourgeoise ;
- Le terme « société civile allemande » correspond à un groupe similaire, basé dans la région de Kehl.

Le présent rapport conclut la phase "Analyse approfondie" du projet Interreg Rhenus & Resilire. Dans ce cadre, l'équipe R-Squad avait prévu plusieurs événements : le troisième atelier avec les représentants des communes pilotes ainsi que deux "*focus groups*" avec des représentants de la société civile allemande et française. Cette troisième série d'ateliers intitulée 'LE PRÉSENT' avait comme objectif d'aborder les mesures à prendre dès maintenant pour se préparer aux crises futures. Autrement dit, a été traitée la dimension présente de la gestion de crise des municipalités pour accroître leur résilience aux crises futures auxquelles elles pourraient faire face. Pour rappel, cet atelier s'inscrit alors dans la logique des deux ateliers précédents selon la démarche suivante :

**Atelier 1 : Le PASSÉ** - Synthèse des apprentissages du passé

**Atelier 2 : Le FUTUR** - Identification et classification des risques potentiels et de leurs conséquences

**Atelier 3 : Le PRÉSENT** - Étude des ressources disponibles et manquantes pour de futures crises

Cette troisième série d'ateliers était prévue entre le 24 au 26 juin 2025. Concernant les *focus groups*, nous avons organisé un atelier le 25 juin dans les locaux de la FSEG avec des représentants de la société civile française. Malheureusement, le *focus group* prévu en Allemagne dans les locaux de la Hochschule Kehl prévu pour le 24 juin 2025 a dû être annulé et déplacé au 5 novembre 2025.

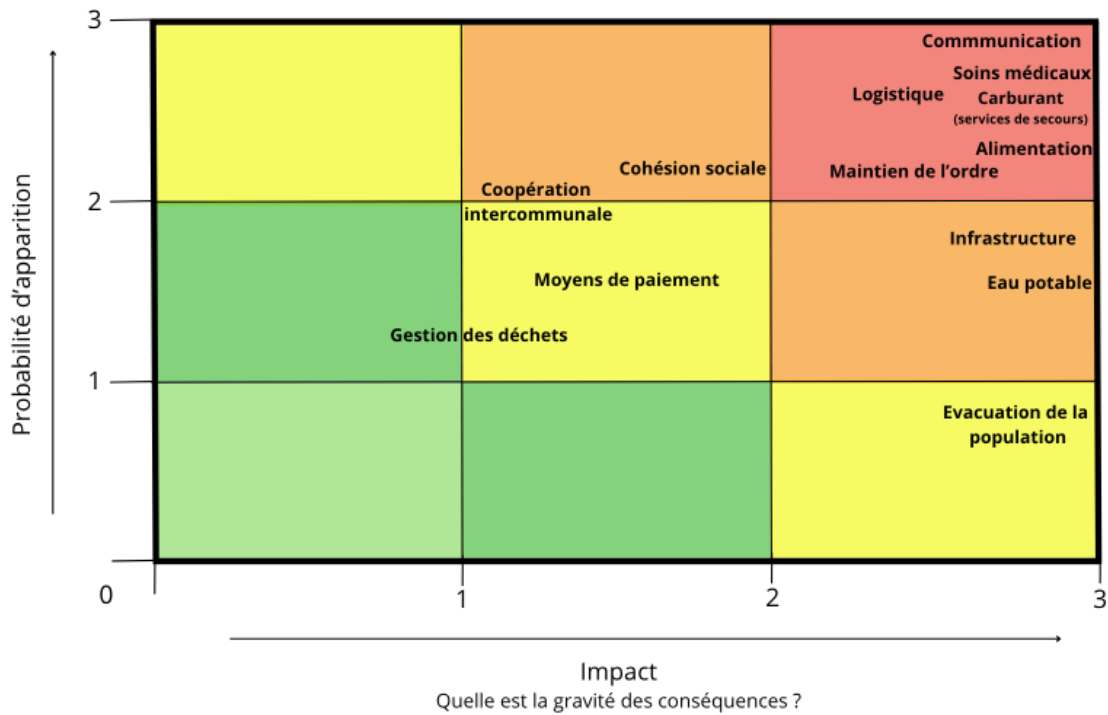
L'ensemble de ces ateliers avait pour objectif d'imaginer des plans de crise concrets et adaptés aux conséquences potentielles. Par la suite, nous irons détailler la méthodologie appliquée pour ces ateliers ainsi que les résultats obtenus.



## 2. Méthodologie

Cette troisième série d'ateliers s'adresse à l'élaboration du **PRÉSENT**. Suite au deuxième atelier R&R qui avait lieu le 7 mars 2025 (le **FUTUR**, voir rapport WS 2), nous avons identifié plusieurs conséquences auxquelles sont confrontées les municipalités en cas de crise. Ces conséquences ont été mappées dans une matrice selon leur probabilité et leur gravité. Pour rappel, figure 1 représente cette matrice.

*Figure 1 - Matrice des conséquences de l'atelier 2*



L'atelier 3 ainsi que les *focus groups* ont été construits sur cette matrice en se focalisant sur les conséquences les plus impactantes et les plus probables (carré rouge). Il a été décidé d'appliquer la même méthodologie pour l'ensemble des ateliers de cette phase pour en assurer leur comparabilité. L'objectif était de comparer les idées venant des communes pilotes avec des avis de la société civile.

Ainsi, ces ateliers se sont tous déroulés en plusieurs étapes successives :

- **Étape 1** : Retour et synthèse des résultats du deuxième atelier (« 2ème atelier avec les communes pilotes - FUTUR »).
- **Étape 2** : Dans la deuxième partie, les participants ont travaillé sous format World Café pour développer des idées concrètes de réponses à ces conséquences
- **Étape 3** : Les idées ont ensuite été discutées en plénière
- **Étape 4 (uniquement pour les communes pilotes)** : Analyse des résultats

## **Étape 1 - Résumé du deuxième atelier**

Le deuxième atelier s'est penché sur les conséquences potentielles auxquelles une municipalité type sera confrontée en cas de crise. Ces conséquences ont été formulées de manière indépendante de la crise en question et devront donc s'appliquer à tout type de crise.

Les résultats détaillés du deuxième atelier peuvent être consultés dans le rapport correspondant. Si nécessaire, veuillez contacter le R-Squad. Lors de cet atelier, nous avons constaté des différences entre les communes allemandes et françaises ainsi qu'entre les communes de taille moyenne et des plus petites communes. Tout de même, quelques points communs ont été constatés comme par exemple les défis liés à une bonne communication entre les services municipaux, mais aussi entre les instances collectives et la population.

## **Étape 2 - Méthode du World Café**

L'objectif étant d'identifier des actions concrètes à mener en cas de crise, nous avons classé les conséquences les plus importantes (gravité + probabilité) du deuxième atelier en cinq clusters: (1) Communication, (2) Logistique, (3) Sécurité alimentaire, (4) Soins médicaux, (5) Maintien de l'ordre et cohésion sociale. Ces cinq clusters ont été par la suite dispatchés dans la salle pour créer cinq stations de travail - une par cluster.

Afin d'obtenir des éléments les plus concrets possibles, nous avons décidé de répartir les participants du workshop en sous-groupes de 2 à 3 personnes maximum. Chaque groupe démarre son processus créatif par une station qui traite une des cinq clusters, guidé par un animateur du R-Squad par table. Après 10 minutes, les groupes changent de table et vont travailler désormais sur un deuxième sujet. Au début de cette deuxième phase, l'animateur (qui reste à la même station pendant l'intégralité du workshop) annonce au nouveau groupe ce qui a été dit dans le groupe précédent. A partir de cette base, le nouveau groupe pourra commenter et compléter les dires des groupes précédents.

Les groupes tournent entre les stations jusqu'à ce que chaque groupe ait vu chaque station.

## **Étape 3 - Synthèse des résultats**

En plénière, chaque animateur résume l'ensemble des points évoqués pour son cluster. Lors de cette phase, les participants avaient la possibilité de compléter ou de commenter les éléments évoqués. Concernant les *focus groups*, l'atelier s'est terminé avec cette phase.

#### Étape 4 (uniquement pour les communes pilotes) - Analyse des résultats

Cluster par cluster, notre objectif était de préparer les prochaines étapes du projet Rhenus & Resilire. Pour cela, nous avons besoin de savoir quelles mesures étaient déjà présentes dans les municipalités. De plus, nous avons souhaité évaluer l'importance des mesures proposées. Ainsi, nous avons alors (1) noté point par point quelles mesures existent dans quelle municipalité et (2) donné la possibilité aux communes de choisir trois idées qu'ils trouvent le plus important pour démarrer la préparation à la crise.

Remarque : le représentant de la municipalité d'Haguenau a dû s'éclipser pour d'autres impératifs ; ce qui explique pourquoi les réponses de cette municipalité ne sont pas présentées pour la priorisation des actions correspondant à chacune des thématiques.

Cette évaluation servira par la suite à mettre en place un plan d'action stratégique qui prend en compte une approche systématique en cas de crise.

### 3. Comparaison avec les résultats du workshop avec les municipalités

Dans cette section, nous allons mettre en perspective les contributions faites par les représentants de la société civile présents lors du *focus group* français avec les contributions des représentants des municipalités présents lors du troisième workshop.

## Communication

#### Points communs

Utilisation de moyens non technologiques en complément des journaux en ligne et des réseaux sociaux officiels des municipalités pour atteindre tous les citoyens. Ici c'est donc l'importance de ne pas oublier les personnes qui ne sont pas connectées aux canaux d'information numérique tout en prévenant un maximum de personnes en un minimum de temps qui est souligné. La société civile française mentionne les cloches d'église et les mégaphones comme des moyens efficaces pour alerter la population en cas de crise, surtout pour atteindre ceux qui n'ont pas accès aux technologies modernes. Sans les nommer, la société civile allemande évoque également le nécessité de recourir à des canaux de communication on

technologiques en cas de crise en mentionnant le besoin de recourir à des moyens de communication « analogiques ». Le groupe représentant la société civile allemande souligne également le besoin d'utiliser plusieurs canaux de communication pour être en mesure d'atteindre le plus de personnes possibles. Et les municipalités mentionnent les sirènes et les véhicules équipés de mégaphones pour alerter rapidement la population présente. Les municipalités pensent à un élément pratique qui est de pré-enregistrer des messages d'urgence afin de diffuser l'information plus rapidement en cas de crise.

En complément, les trois groupes soulignent l'importance de la communication multilingue pour inclure tous les résidents, y compris ceux qui ne parlent pas la langue locale.

De même, les trois groupes soulignent l'importance d'un partage d'information rapide et de manière continue de la part des élus comme un élément clé pour lutter contre la désinformation et la nécessité de sources d'information fiables sont des préoccupations partagées. Ce partage est évoqué non seulement au niveau de la municipalité (entre élus et citoyens) mais aussi en externe (avec les municipalités proches, les autres niveaux administratifs...). Cependant, un point souligné par la société civile allemande est l'importance de ne pas partager trop d'information à la population en cas de crise afin de ne pas « noyer » les citoyens avec de trop nombreuses informations (risque de saturation informationnelle). Autrement dit, il est important que la municipalité soit en mesure de synthétiser et de sélectionner parmi les informations dont elle dispose les points les plus importants à partager à la population.

Les municipalités tout comme la société civile sont conscientes des lacunes des citoyens et des élus en matière de préparation à la gestion de crise. Ainsi, les trois groupes insistent sur la nécessité de former et d'entraîner la population et les responsables locaux à réagir efficacement en cas de crise.

La coordination et la communication entre différentes municipalités sont reconnues comme cruciales pour une gestion efficace des crises. Des échanges existent déjà entre les municipalités allemandes.

## Différences majeures

La société civile critique la structure administrative hiérarchique qui peut ralentir la prise de décision, tandis que les municipalités semblent plus préoccupées par l'adaptation des directives centralisées à leurs besoins locaux. Le commentaire de la société civile est expliqué par des crises qu'ils ont vécu durant lesquelles les municipalités n'ont pas pu réagir rapidement de la manière la plus optimale car il y avait besoin de la validation des échelons administratifs supérieurs. Et cela a été vécu comme une perte de temps et de pertinence de la part de la société civile concernant la gestion de crise à l'échelle locale. Pour

pallier cela, la société civile propose des formations pour permettre une prise de décision innovante et agile en cas de crise, un besoin qui n'est pas mentionné par les municipalités.

De manière générale, les municipalités semblent plus ouvertes à l'utilisation de technologies comme l'IA pour la traduction rapide par exemple, tandis que la société civile met davantage l'accent sur des solutions non technologiques.

La société civile soulève spécifiquement la question de l'inclusion des personnes marginalisées, comme les personnes sourdes, un point qui n'est pas abordé par les municipalités. Pour les municipalités, l'identification de certains individus concernerait plutôt ceux ayant des besoins médicaux spécifiques ou les individus ayant des compétences médicales ou linguistiques qui pourraient s'avérer utiles pour une meilleure gestion de la crise.

### Complémentarités

La société civile suggère de renforcer les liens entre municipalités et associations pour le partage de l'information et des bonnes pratiques, ce qui pourrait aider les municipalités à mieux identifier et mobiliser les acteurs clés de chaque quartier. La société civile propose également d'identifier des individus relais pour faire le lien entre l'administration et les quartiers, ce qui pourrait compléter les efforts des municipalités pour une communication multi supports, multilingue et lutter contre la désinformation.

## Soins médicaux

### Points communs

La société civile (française et allemande) tout comme les municipalités soulignent l'importance de la gestion des médicaments et des soins médicaux en cas de crise. Ces trois groupes reconnaissent la nécessité de prévoir des stocks de médicaments et de matériel médical afin d'éviter ce qui a pu se passer lors du début de la crise Covid-19. La société civile allemande insiste également sur la garantie de la quantité des soins médicaux (nombre suffisant de lits d'hôpitaux, de médicaments, de personnel médical) et sur la qualité des soins (compétences médicales requises, médicaments efficaces, appareils médicaux en état de marche).

Les trois groupes insistent sur l'importance de la coordination et de la communication, que ce soit par des relais radio pour les hôpitaux (société civile) ou par la coordination avec la Croix-Rouge et les services d'urgence (municipalités).

Les trois groupes insistent également sur la nécessité d'identifier et de prendre en charge les personnes vulnérables. Par exemple, avec des listes de personnes à risque (société civile) et des répertoires de médecins et de ressources (municipalités). En complément, la société civile allemande ajoute la nécessité de garantir la robustesse des infrastructures (électricité, transports, télécommunications) pour assurer une coordination efficace en cas de crise.

Enfin, les trois parties évoquent l'utilisation des ressources locales et de la gestion décentralisée de certaines ressources, que ce soit pour la fabrication de médicaments d'urgence à partir d'herbes locales (société civile), pour la gestion des stocks d'insuline et d'iode (municipalités) ou pour la gestion de stocks de matériel d'hébergement d'urgence (tentes, lits de camp...).

#### Différences majeures

Concernant les ressources matérielles, les municipalités se concentrent sur la gestion des stocks de médicaments et de matériel médical existants et la coordination avec les services d'urgence, alors que la société civile propose des solutions plus innovantes comme la mobilisation de tous types de cabinets médicaux en cas d'urgence comme par exemple ceux de chirurgie esthétique et évoque l'approvisionnement médical par des voies alternatives avec l'utilisation par exemple de vélos, chevaux ou embarcations dans l'éventualité où les véhicules motorisés ne seraient plus en mesure de rouler.

Concernant les ressources humaines, la société civile propose en cas de crise de réactiver des médecins à la retraite présents dans le périmètre municipal ou des personnes ayant des formations médicales, ce qui n'est pas mentionné par les municipalités. La société civile allemande va plus loin en encourageant l'auto-organisation de la population (cours de premiers secours pour les citoyens) et en promouvant des mesures de formation et d'éducation de base pour l'ensemble de la population.

La société civile évoque aussi la nécessité d'un cadre juridique pour la gestion d'urgence transfrontalière et de prévoir des traducteurs pour les urgences médicales, des aspects non abordés par les municipalités. Enfin, elle insiste sur la réduction de la dépendance aux médicaments extérieurs à l'UE, tandis que les municipalités mettent l'accent sur le renforcement de la responsabilité individuelle des citoyens. Enfin, la société civile insiste sur le besoin de formation de la population aux soins et secours, ce qui n'est pas spécifiquement mentionné par les municipalités qui évoquent plutôt un besoin de renforcement de la responsabilité individuelle des citoyens.

## Complémentarités

Les trois groupes évoquent la possibilité d'utilisation de voies de transport alternatives. Les municipalités évoquent l'utilisation des voies fluviales pour l'évacuation, ce qui peut être complété par l'idée de la société civile d'utiliser des moyens de transport alternatifs comme le vélo, le cheval ou les embarcations non seulement pour évaluer mais aussi pour assurer l'approvisionnement en biens médicaux de la municipalité.

Les relais radio proposés par la société civile peuvent renforcer la coordination des services d'urgence et des cliniques mentionnées par les municipalités.

Les listes de personnes vulnérables sur une base de volontariat ou de voisinage proposées par la société civile peuvent enrichir les répertoires et listes établis par les municipalités.

## Sécurité alimentaire

### Points communs

Les trois groupes reconnaissent l'importance cruciale de l'accès à l'eau potable et à la nourriture en cas de crise. Ils soulignent également les défis liés à la qualité de l'eau et à la distribution équitable des ressources, un enjeu particulièrement mis en avant par la société civile allemande, qui s'interroge sur la manière de garantir un approvisionnement individuel équitable et équilibré à la population, notamment pour les groupes vulnérables.

Les trois groupes soulignent l'importance des supermarchés, des agriculteurs locaux et des entreprises agro-alimentaires (alors les ressources hybrides) pour assurer l'approvisionnement alimentaire en cas de crise. Ils reconnaissent la nécessité de collaborations, formelles ou informelles, avec ces acteurs.

Les trois groupes insistent sur la nécessité d'informer et de former les populations afin de les préparer à faire face aux crises. Et ce, tout particulièrement concernant les enjeux de la sécurité alimentaire, que ce soit par des conseils pratiques, des simulations ou des formations.

## Différences majeures

La société civile semble plus sceptique quant à l'efficacité des stocks de nourriture et d'eau, soulignant les problèmes de périssabilité et de coût. En revanche, les élus municipaux proposent de coopérer avec les supermarchés présents sur les territoires municipaux. La société civile allemande aborde également la question du rationnement comme instrument possible pour gérer les ressources, tout en posant la question de sa mise en œuvre : qui applique ce rationnement ?

On observe que la coopération est envisagée différemment de part et d'autre du Rhin. Du côté allemand, les municipalités perçoivent les coopérations de manière distincte : certaines souhaitent les officialiser, notamment avec les supermarchés. Par exemple, Offenbourg considère essentiel de formaliser les accords avec les supermarchés, tels que Edeka et Kaufland présents au niveau local, principalement pour clarifier les questions de remboursement. En revanche, Ottersweier préfère maintenir des relations plus flexibles avec les supermarchés locaux, les auberges, les restaurants, et les magasins à la ferme (Hofläden), sans recourir à des accords formalisés. Alors qu'en France, la possibilité de faire des accords officiels est envisagée mais pas prioritaire car les municipalités ont le pouvoir de réquisitionner les stocks des supermarchés en cas de crise. Cependant, de part et d'autre du Rhin, les municipalités sont déjà en lien avec les agriculteurs ou fermes locales et considèrent qu'il est possible de les mobiliser en cas d'urgence. Cela a même déjà été le cas par le passé dans les petites communes.

Les élus municipaux mettent fortement l'accent sur la solidarité et l'entraînement régulier pour réduire la mortalité en cas de crise. Cette approche proactive et communautaire est moins présente dans le premier groupe à une exception près, qui se concentre davantage sur les aspects pratiques et immédiats de la gestion de crise.

## Complémentarités

La société civile comme les municipalités soulignent la nécessité de mettre en place et de renforcer des accords avec les acteurs agricoles (formalisés et non-formalisés).

Concernant l'éducation et la sensibilisation, les deux groupes peuvent se compléter en combinant les conseils pratiques de la société civile concernant les rappels sur l'importance des canaux d'informations déjà existants avec les propositions d'entraînement et d'éducation des élus municipaux.

Les élus municipaux abordent les tensions sociales qui peuvent apparaître à l'échelle locale en cas de crise. En lien avec cela, la société civile propose des solutions pour une distribution équitable et sécurisée des

ressources, notamment via la mobilisation des forces de l'ordre pour assurer une répartition égalitaire des ressources alimentaires. Cette idée pourrait permettre d'atténuer les tensions et renforcer la cohésion sociale.

En résumé, les visions de la société civile et des municipalités offrent des perspectives complémentaires sur la gestion de la sécurité alimentaire en cas de crise. La société civile apporte une vision pratique et immédiate, tandis que les élus municipaux proposent une approche plus structurée et planifiée. En combinant ces deux perspectives, il serait possible de développer des stratégies efficaces et résilientes pour faire face aux crises.

## Logistique

### Points communs

Les trois groupes — société civile française, société civile allemande et municipalités — s'accordent sur l'importance cruciale de maintenir la fluidité des axes de circulation pour les véhicules prioritaires en cas de crise. Ils partagent une volonté commune d'éviter la saturation des routes par des comportements individuels non coordonnés, comme les évacuations massives ou les déplacements paniqués. Pour y parvenir, ils proposent de développer des plans pré-organisés d'évacuation, et d'identifier clairement les circulations prioritaires à l'aide d'un code simple et diffusé en amont auprès de la population.

La préparation et l'éducation de la population constituent un autre point de convergence. Tous insistent sur la nécessité de diffuser des guides clairs et accessibles (ex. : format papier, inspiré du modèle suédois), de créer des réseaux de soutien par les pairs (bénévoles formés à la gestion de crise), et d'intégrer des actions éducatives dans les écoles pour renforcer la cohésion sociale et la résilience collective. Les simulations de crise à petite échelle (village, centre commercial) sont également encouragées pour tester les réactions et les procédures.

Enfin, la robustesse des infrastructures critiques est un enjeu partagé, notamment par la société civile allemande et les municipalités. Toutes deux soulignent l'importance de stocker des ressources critiques (ex. : sacs de sable, carburant, outils de déblaiement), de développer des itinéraires logistiques alternatifs (voies fluviales, chemins secondaires), et de planifier des structures et processus de gestion de crise (ex. : plans d'évacuation).

## Différences majeures

Les approches divergent cependant sur plusieurs aspects clés. La société civile française se distingue par son accent mis sur la préparation citoyenne et l'adaptation transfrontalière. Elle propose des outils concrets pour éduquer la population (guides papier, nudges urbains, simulations locales) et insiste sur la nécessité de mobiliser des compétences bilingues pour faciliter la coordination entre acteurs français et allemands. Elle encourage également les citoyens à constituer des stocks individuels (nourriture, eau, médicaments), une pratique peu développée dans les municipalités.

À l'inverse, la société civile allemande se concentre davantage sur la robustesse des infrastructures et la coopération inter-communale. Elle met en garde contre les initiatives individuelles non coordonnées, qui pourraient aggraver la crise (ex. : blocage des voies de circulation), et prône des solutions collectives comme le stockage de ressources critiques et le développement d'infrastructures mobiles. Contrairement à la société civile française, elle n'évoque pas explicitement la préparation linguistique ou transfrontalière. Les municipalités, quant à elles, adoptent une approche plus institutionnelle. Elles se focalisent sur le maintien de stocks critiques (carburant, médicaments, outils) et la coordination avec les niveaux administratifs supérieurs (Préfecture, Landrat). Cependant, leur capacité à déployer des actions concrètes varie fortement d'une commune à l'autre, sans que ces écarts ne s'expliquent par la taille, le pays ou la configuration des réseaux. Contrairement aux sociétés civiles, elles ne voient pas l'intérêt que la population constitue des stocks importants à domicile, estimant que cette responsabilité incombe aux services publics. Enfin, leur autonomie décisionnelle est limitée, surtout en France, où le seuil de bascule vers une gestion centralisée (Préfecture) reste flou.

## Complémentarités

La société civile française souligne l'intérêt d'outils concrets pour éduquer et préparer les citoyens (guides, simulations, réseaux de pairs), qui pourraient renforcer les plans des municipalités, souvent limités à des exercices organisés à un niveau supérieur. Son focus sur la dimension transfrontalière (linguistique, coordination) pourrait également améliorer la coopération intercommunale, un point central pour la société civile allemande. Cette dernière, en insistant sur la robustesse des infrastructures et la planification opérationnelle, offre des pistes pour optimiser la gestion des stocks par les municipalités. Enfin, les municipalités pourraient s'inspirer des simulations locales proposées par la société civile française pour actualiser leurs plans communaux de sauvegarde (PCS), souvent incomplets ou désuets. La

rigueur opérationnelle prônée par la société civile allemande (ex. : plans d'évacuation) pourrait, quant à elle, aider les communes à structurer leurs exercices et les rendre plus réalistes, tout en clarifiant les seuils de bascule vers une gestion centralisée.

## Maintien de l'ordre et cohésion sociale

### Points communs

Les trois groupes — société civile française, société civile allemande et municipalités — s'accordent sur l'importance de structurer des réseaux locaux pour maintenir l'ordre et la cohésion sociale en cas de crise. Ils reconnaissent la nécessité d'identifier et de mobiliser des personnes-ressources aux compétences variées (santé, travaux physiques, mécaniciens, artisans, psychologues, traducteurs, membres d'associations culturelles). Ces trois groupes d'interlocuteurs insistent également sur la création de liens structurés au sein des populations. La société civile française propose des réseaux de voisinage et des équipes de bénévoles formés à la gestion de crise, tandis que les municipalités préconisent un découpage géographique des communes en zones autonomes, chacune dotée d'un référent local. Ces approches visent à faciliter la coordination, répartir les responsabilités et éviter la concentration des efforts sur un seul point, tout en tenant compte des spécificités locales.

Enfin, les trois groupes soulignent l'importance de documents physiques et accessibles pour guider la population en cas de crise. La société civile française recommande des formulaires papier (cartes, listes de contacts, consignes), tandis que les municipalités insistent sur l'affichage physique de documents officiels (ex. : signalétique unique avec la signature du maire) pour éviter la propagation de rumeurs et renforcer la légitimité des informations diffusées.

### Différences majeures

La société civile française adopte une approche citoyenne et proactive, centrée sur la mobilisation des compétences locales et la préparation des populations. Tandis que la société civile allemande aborde la question sous un angle institutionnel et éthique. Cette dernière s'interroge sur la légitimité de l'État en cas de crise et sur les conséquences d'une action inefficace (risque de chaos ou d'émergence de groupes criminels). La société civile allemande insiste sur la nécessité de mesures réglementaires préventives pour

garantir la capacité d'action de l'État, tout en soulignant l'importance de protéger les groupes vulnérables et de mobiliser les ressources hybrides (citoyens et société civile) pour soutenir les structures étatiques. Les municipalités, enfin, adoptent une approche opérationnelle et territoriale. Leur priorité est de pallier les déficits des services classiques (police, pompiers) en cas de crise majeure, en organisant une gestion décentralisée par zones géographiques. Elles proposent des mesures comme le recensement des ressources locales (locaux d'hébergement, compétences, stocks), la désignation de référents de zone, et la mise en place de points de repère clairs (mairie, écoles, places centrales) pour canaliser les flux de population. Contrairement aux sociétés civiles, elles ne remettent pas en cause la légitimité de l'État, mais cherchent à renforcer son action locale en cas de défaillance des services centraux.

### Complémentarités

La société civile française apporte des solutions concrètes et citoyennes (réseaux de voisinage, simulations locales, inclusion des associations) qui pourraient enrichir les plans des municipalités, souvent centrés sur des aspects logistiques et territoriaux. La société civile allemande, en soulevant des questions éthiques et juridiques, offre un cadre de réflexion pour anticiper les risques de perte de confiance dans l'action de l'État. De plus, sa suggestion de mobiliser les ressources hybrides (citoyens et société civile) rejoint les propositions de la société civile française, créant ainsi un pont entre une approche institutionnelle et une approche citoyenne. Enfin, les municipalités offrent un cadre opérationnel qui pourrait structurer les initiatives portées par les sociétés civiles.

## 4. Résumé et perspectives

L'analyse des contributions des sociétés civiles française et allemande et des municipalités révèle une complémentarité essentielle pour renforcer la résilience locale face aux crises. Les citoyens apportent des solutions pratiques, accessibles et innovantes (réseaux de voisinage, mobilisation de compétences locales, outils low-tech...), souvent absentes des plans institutionnels, mais adaptées aux réalités du terrain. Les municipalités, quant à elles, offrent une vision structurée et opérationnelle, indispensable pour coordonner les ressources et garantir une réponse organisée à grande échelle.

Pour optimiser la gestion de crise, il est crucial de combiner ces deux approches : intégrer la créativité et l'agilité citoyenne dans les cadres institutionnels, tout en adaptant les solutions aux spécificités locales

(taille des communes, différences franco-allemandes, ressources disponibles). Les points communs identifiés (coordination, éducation des populations, mobilisation des ressources locales) permettent d'envisager des solutions reproductibles, tandis que les différences (échelle d'action, légitimité institutionnelle, outils utilisés) soulignent la nécessité de flexibilité et de collaboration transfrontalière. En définitive, une gestion de crise efficace repose sur une alliance renforcée entre municipalités, acteurs locaux et citoyens. En capitalisant sur les forces de chacun (l'ancrage territorial des municipalités, l'ingéniosité des citoyens et la coopération transfrontalière) les communes pourront construire des processus résilients, adaptés aux besoins locaux et capables de faire face aux défis futurs.